

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Note sous Cass. 1ere chambre, 6 octobre 2017

Mathieu, Géraldine

Published in:

Revue trimestrielle de Droit familial

Publication date:

2018

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Mathieu, G 2018, 'Note sous Cass. 1ere chambre, 6 octobre 2017', *Revue trimestrielle de Droit familial*, Numéro 3/2018, p. 564 - 565.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

qu'il est de l'intérêt de l'enfant d'avoir connaissance de sa filiation biologique malgré sa filiation légale doublée d'une filiation socio-affective au sein de la cellule familiale créée par les demandeurs.

Le moyen manque en fait.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

Rejette le pourvoi;

Condamne les demandeurs aux dépens.

Les dépens taxés à la somme de mille trois cent quatre-vingts euros envers les parties demanderesses.

Note

S'il est inutile de revenir en détails sur la genèse du litige qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour de cassation du 6 octobre 2017 — d'autres auteurs l'ont fait avant nous⁽¹⁾ —, il est néanmoins intéressant de resituer brièvement cet arrêt dans son contexte.

Le père biologique d'un enfant entame, dès la naissance de celui-ci, les démarches afin de contester la paternité du mari de la mère et d'y substituer la sienne. Le couple s'engage alors dans une véritable « spirale procédurale »⁽²⁾ afin d'empêcher le père biologique d'obtenir gain de cause, tout en maintenant l'enfant dans le secret absolu de sa filiation.

Dix ans après la naissance de l'enfant, la cour d'appel de Liège, dans un arrêt du 1^{er} juin 2016⁽³⁾, finira par faire droit à la demande du père biologique, confirmant ainsi le jugement prononcé par le tribunal de la famille de Namur le 6 mai 2015⁽⁴⁾.

La mère et le père légal se pourvoient alors en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Liège en invoquant deux moyens :

— d'une part, ils reprochent à l'arrêt attaqué, qui constate que le tuteur *ad hoc* n'a pas rencontré l'enfant, d'avoir considéré que la prise en compte de l'intérêt de l'enfant n'impliquait pas nécessairement l'audition de celui-ci (premier

⁽¹⁾ Voy. à ce propos M. BÉAGUE, « La filiation paternelle en tension : la place du père biologique en droit de la filiation et la mise en balance des intérêts en présence par le juge », note sous Liège, 1^{er} juin 2016, cette *Revue*, 2017, pp. 124 et s. ; Y.-H. LELEU, « Filiation 2017 : l'intérêt bien pondéré », cette *Revue*, 2017, pp. 17 à 19.

⁽²⁾ Selon les termes du tribunal de la famille de Namur (Trib. fam. Namur, 6 mai 2015, *Act. dr. fam.*, 2017, p. 234) repris par la cour d'appel de Liège (Liège, 1^{er} juin 2016, cette *Revue*, 2017, p. 120).

⁽³⁾ Liège, 1^{er} juin 2016, cette *Revue*, 2017, p. 114. On relèvera que par requête déposée le 28 mai 2014, les époux ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme.

⁽⁴⁾ Trib. fam. Namur, 6 mai 2015, *Act. dr. fam.*, 2017, p. 234.

moyen pris notamment de la violation des articles 6, 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme; 8 et 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant; 22 et 22bis de la Constitution);

- d'autre part, ils lui reprochent d'avoir exclu toute appréciation *in concreto* de l'intérêt de l'enfant en faisant prévaloir de manière absolue la filiation biologique alors que l'enfant disposait en l'espèce d'une filiation légale doublée d'une filiation socio-affective au sein d'une cellule familiale effective et non disloquée (second moyen pris de la violation des articles 8 et 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme; 3.1 et 8 de la Convention relative aux droits de l'enfant; 22 et 22bis de la Constitution).

La Cour de cassation rejette le pourvoi aux motifs que:

- d'une part, le premier moyen manque en droit dès lors «qu'il ne ressort ni des dispositions précitées ni des autres dispositions citées au moyen que le tuteur *ad hoc* désigné pour représenter le mineur non émancipé doit rencontrer l'enfant et lui demander son opinion sur le litige, quels que soient l'âge de celui-ci et les circonstances de la cause»;
- d'autre part, que le second moyen manque en fait dès lors que l'arrêt attaqué n'érige pas en règle absolue qu'il est de l'intérêt de tout enfant de connaître la vérité sur ses origines paternelles mais considère, au vu des circonstances concrètes de la cause, qu'il est de l'intérêt de l'enfant d'avoir connaissance de sa filiation biologique malgré sa filiation légale doublée d'une filiation socio-affective au sein de la cellule familiale créée par les demandeurs⁽⁵⁾.

Nous ne souhaitons pas ici commenter en détails l'arrêt de la Cour de cassation mais tenons à relever un point crucial qui pourrait passer à première vue inaperçu. Sur le premier moyen, la Cour se réfère expressément à l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant pour considérer que le moyen manque en droit. En se référant ainsi expressément à cette disposition, la Cour lui reconnaît implicitement mais certainement un effet direct. Il faut s'en réjouir...

Géraldine Mathieu

⁽⁵⁾ Dans sa décision du 6 mai 2015, le tribunal de la famille de Namur, au terme d'une minutieuse balance des intérêts étayée de six pages de développements, avait conclu que l'intérêt supérieur de l'enfant, dans le cas d'espèce, était de connaître ses origines biologiques et non d'être maintenu dans une situation de vérité non dite, «construite sciemment de toute pièce». Il avait dès lors déclaré la demande du père biologique fondée afin de permettre à l'enfant «de structurer symboliquement et juridiquement son identité, en tant qu'enfant de telle mère et de tel père». Après avoir fait siens les «judicieux motifs» avancés par le tribunal de la famille de Namur, la cour d'appel de Liège a détaillé chaque intérêt ou fait avancé par les parties pour examiner le poids à lui reconnaître dans la pondération afin de trouver la solution la plus favorable à la proportionnalité et à l'équilibre des droits de chacun en fonction de l'intérêt supérieur de l'enfant. Ce n'est qu'au terme de cet examen qu'elle conclut, à l'instar du premier juge, qu'il est en l'espèce de l'intérêt de l'enfant de connaître la vérité sur ses origines paternelles et d'établir une situation juridique conforme à celles-ci.